

trop sommaires que nous parviendrons à la découvrir. Nous ne pouvons la demander qu'à une sérieuse enquête, qui, cette fois, reposera non plus sur des hypothèses comme celle de 1860, mais sur une expérience de huit années. Seule, une enquête nous permettrait de vous soumettre avec détail et précision nos chiffres et nos calculs, d'indiquer au gouvernement les mesures dont nous attendons un soulagement pour nous et surtout pour nos malheureux ouvriers.

Nous ne pouvons que nous associer à cette demande, en insistant, d'une part, pour que l'enquête s'applique, non pas à l'industrie des laines de coton en particulier, mais à toutes les industries en souffrance, et, d'autre part, pour que cette enquête ne soit pas encore une enquête administrative, nous sommes payés pour ne pas croire à l'efficacité des enquêtes de ce genre, mais pour que ce soit une enquête parlementaire, c'est-à-dire une enquête faite d'une manière impartiale, sans parti pris, et avec la résolution de dégager la vérité vraie. — PAUL CULÈRE.

(Journal de Paris.)

CORRESPONDANCE PARISIENNE

Paris, 8 avril.

Monsieur le Directeur du Journal de Roubaix,

Dans le monde politique et dans le monde des affaires on ne se montre pas du tout rassuré sur le caractère des événements qui se préparent. Vous remarquerez que le télégraphe de Berlin jémet l'envoi d'une note de l'Autriche au sujet de l'exécution du traité de Prague; puis, d'après une dépêche de Londres, le *Morning-Post* se prononce pour le maintien de la paix. Ce sont là des faits bien minimes pour combattre les inquiétudes qu'inspire la situation générale de l'Europe. La revue hebdomadaire que publie ce soir le petit *Moniteur* est aussi incolore que possible. On remarque seulement qu'il n'y est pas dit un seul mot de la Prusse. Il y a peut-être une intention cachée.

On annonce la mort de M. Didier, député de l'Ariège, qui avait été récemment placé dans une maison de santé. Il y a donc cinq sièges vacants au Corps législatif. On annonce que les électeurs des circonscriptions seront convoqués pour les premiers jours de mai.

Vous savez que depuis le voyage du prince Napoléon en Allemagne, on parle un peu de la Pologne, quoique nous refusions de croire que certains écrivains aient reçu un mot d'ordre pour replacer la question polonaise à l'ordre du jour. L'Union rappelle avec beaucoup d'à-propos que Louis XVIII en 1814, donna ordre, aux plénipotentiaires français du congrès de Vienne, de soutenir le maintien du royaume de Pologne, et elle ajoute : « Infatigable Pologne ! quel contraste entre 1814 et 1868 ! »

Encore une brochure ! Quoique le genre soit usé, on en voit paraître une de temps à autre ; celle-ci est de M. Ch. Muller et est intitulée : *Nos frontières du Rhin*. Quoique son titre indique suffisamment le contenu, elle ne mettra pas le feu à l'Europe.

La *Situation* aura vécu le 9 avril : le 300^e numéro sera le dernier. Son directeur l'annonce solennellement au public par un *De profundis* placé en tête du numéro d'hier soir : « Sa vie a été courte, dit-il, parce que sa mission était passagère. ... Il s'agissait de provoquer un viril et généreux effort contre l'arrogance et l'ambition prussienne, etc. » Personne n'ignore que le principal commanditaire de la *Situation* était le roi de Hanovre, à qui M. de Bismarck vient de couper les vivres. La mission de la *Situation* a échoué et nous pouvons supposer sans malveillance que les fonds manquent, car un journal ne disparaît jamais de son plein

gré ; il ne meurt jamais de pléthore, presque toujours, c'est d'inanition. Ce qui ne prouve pas que la *Situation* n'ait été dirigée et rédigée avec beaucoup de talent. Même M. Grenier serait parfaitement capable de remplacer M. P. Limayrac et pourrait être moins difficile que M. Baudrillard sur le chapitre des garanties.

C'est à tort, croyons-nous, qu'on attribue à M. de Kervéguen l'intention de donner sa démission de député après le jugement de la 6^e chambre, s'il est condamné. Le député de Toulon ne relève que de lui-même et de ses électeurs ; et certes l'administration n'interviendra pas. On a bien vu un préfet condamné par un tribunal et maintenu ensuite à son poste. Les collègues de M. de Kervéguen, j'entends ceux de la majorité, ne pourront non plus exercer, à cet égard, aucune pression sur lui, car il est certain qu'il a été encouragé par eux.

J'ai toujours soutenu cet avis que le Sénat voterait les lois sur la presse et sur le droit de réunion ; et j'y persiste. L'opposition serait enchantée de voir le Sénat rejeter la loi de réunion ; et le *Charivari* apprenant qu'elle sera votée s'écrie ce matin : « C'est vraiment dommage. »

J'appellerai votre attention sur un arrêt de la Cour de Cassation dont vous devez faire votre profit. Il vient d'être jugé que les journaux n'ont pas le droit de donner des détails sur les séances des commissions des Chambres. Sans doute, cette prescription sera violée chaque jour par bon nombre de journaux ; mais il est bon que vous ne l'oubliez pas.

Une jolie plaisanterie que nous arrive de Turin : il doit se fonder dans cette ville un journal qui s'appellera *Gazette des voleurs*. Un lecteur grincheux ne manquera pas de poser cette question : Est-ce que ce serait un journal officiel ?

L'Empereur et l'Impératrice doivent assister à l'inauguration de l'Exposition internationale qui s'organise au Havre.

On reçoit de bien tristes nouvelles d'Algérie : un nouveau fléau, le typhus, vient s'ajouter à tous ceux qui ont si rudement éprouvé notre colonie ; c'est un motif qui doit stimuler encore la charité privée.

Les réceptions officielles sont suspendues pendant la semaine sainte.

On avait dit que l'*International* avait été saisi à la poste pour avoir publié une lettre du Pape à l'empereur d'Autriche, lettre jugée apocryphe. Ce n'était pas là le vrai motif de la saisie ; le correspondant parisien de la feuille anglo-française dit qu'elle avait été arrêtée, parce qu'elle avait osé prétendre qu'un des ministres se sentait un peu affaibli et songeait à la retraite. Et pour prouver que tel est le vrai motif, l'*International* publie de nouveau la lettre pontificale.

La promenade de Longchamps sera bientôt un simple souvenir historique. Les modes nouvelles ne sortent plus pendant ces trois journées de la Semaine Sainte. Les exhibitions des faiseurs en renom sont réservées pour les courses du bois de Boulogne.

Les charretiers, conducteurs d'omnibus et de voitures de place ont l'habitude, le dimanche des Rameaux, d'orner de branches de buis les têtes de leurs chevaux. On dit que des protestations se sont élevées cette année contre cet usage. Il pourrait bien arriver qu'il fût interdit l'année prochaine...

En attendant que MM. Granier de Cassagnac annexent la Belgique à la France, il serait peut-être à désirer que l'administration compétente imitât l'exemple que vient de donner le ministre de la guerre belge : il a interdit aux soldats de porter des armes hors les heures du service. Soyez certain qu'on finira par en venir là chez nous.

Lundi a eu lieu, à l'Odéon, la représentation du *Roi Lear*, imité de Shakespeare,

par M. Jules Lacroix. L'auteur s'est surtout préoccupé de conserver au principal personnage le caractère et même le langage que lui a donné Shakespeare ; et ce scrupule a quelques inconvénients évitables. Le drame a obtenu du reste un vrai succès et les interprètes ont été applaudis énergiquement, surtout Beauvallet qui a trouvé là une de ses plus belles créations. Dans les derniers entr'actes les jeunes gens, qui sont toujours en nombre à l'Odéon, ont crié : *Ruy Blas !* Il n'y a pas eu d'arrestations.

La représentation du *Dante* de M. le duc de Massa, a coûté à l'auteur 30,000 fr. C'est un luxe que tous les compositeurs ne peuvent se donner.

Je viens de voir le premier numéro d'un journal qui a paru ce matin ; il est tout encadré de noir et s'appelle le *Croquemort*, paraissant trois fois par semaine. Cette lugubre plaisanterie est un signe du temps. Est-ce que les rédacteurs et les bailleurs de fonds ne pourraient pas mieux employer leur esprit et leur argent ? ou bien veulent-ils tout simplement discréditer la presse littéraire ? C'est bien possible. En tout cas, ce premier numéro n'est pas gai. On dit pourtant que les sinistres employés des Pompes funèbres sont hors leur service d'humeur joyeuse et font merveille dans les bals de barrières. Il est à croire que le *Croquemort* sera bientôt enterré.

CH. CAHOT.

Pendant que le gouvernement demandait au Corps législatif le crédit de deux millions pour venir au secours des Arabes, et reconnaissait, dans l'exposé des motifs, qu'il y avait eu un excédent énorme de mortalité due au choléra et à la famine, le général faisant l'intérieur du gouverneur, adressait un communiqué à l'*Akhbar* pour démentir le chiffre de vingt mille décès de plus ; il affirmait, au moins, que ce chiffre ne résultait pas d'un document officiel et que le journal d'Alger avait eu tort d'alléguer une statistique administrative. Cependant, si l'on relit l'exposé des motifs, on y trouve précisément le même chiffre sur lequel le remplaçant intérimaire du maréchal de MacMahon voulait élever un doute. Il y est dit (paragraphe 3) :

« La famine et les privations de toutes sortes ont, malgré les efforts et le dévouement de tous, causé, dans les trois derniers mois de l'année 1867 et surtout dans le mois de janvier 1868, un nombre de décès qui, comparé à celui de la même période de 1866 à 1867, présente un excédent de 20,000. »

Ce travail étant signé du général de division Allard, chef de section au Conseil d'Etat, chargé de soutenir la demande de crédit devant la Chambre, on ne comprend pas le but de la dénégation de l'autorité militaire d'Alger. On le conçoit d'autant moins que le choléra avait fait, dans l'année dernière, 89,575 victimes en Algérie, dont 2,784 seulement parmi les Européens, en sorte qu'on peut bien attribuer à la famine cette effrayante disproportion de la mortalité entre les Européens et les Arabes. Le général Allard le pense aussi ; car il dit plus loin que l'abaissement de température qui se produisit au commencement de 1868 trouva les indigènes dans un état général d'épuisement résultant de l'épidémie qui avait sévi pendant l'été de 1867 et de l'anémie causée par la misère. Cette misère, cette anémie existant déjà à l'époque du choléra, il est permis d'y voir la cause principale de cette perte de près de 70,000 hommes ; en regard de moins de 3,000 colons ou militaires victimes de l'épidémie. On n'avait donc rien exagéré en donnant le chiffre de plus de cent mille Arabes morts des suites de la famine et des autres maladies qu'elle a aggravées. A l'heure qu'il est, des tentes dignes de foi estiment que ce chiffre doit être doublé. Les communiqués ne

devraient pas essayer, et ils l'essaient d'ailleurs vainement, de dissimuler l'évidence.

Malgré ce démenti, les feuilles algériennes signalent la persistance du danger, et l'une d'elles dit que le typhus est aux portes des villes. Ce fléau a commencé, en effet, à sévir dans les tribus : on sait qu'il est le compagnon ordinaire de la famine. Pour combattre ce redoublement de mortalité, l'autorité ne devra pas seulement hâter la distribution des secours ; il est aussi nécessaire qu'elle empêche les agglomérations de malheureux dans les asiles où l'infection typhique causerait plus de ravages. En pareil cas, il est essentiel d'éviter tout encombrement et de placer les malades dans des lieux très-aérés.

(Indépendance belge.)

CHRONIQUE DU JOUR.

On reçoit par voie d'Angleterre, des détails sur la conjuration qui a failli renverser, il y a un mois, le président Juárez et la République mexicaine. Le chef de l'entreprise aurait été le colonel Adalid qui aurait agi dans l'intérêt d'Ortega, de Marquez et d'autres notables exilés. Ce qui va suivre est extrait d'une correspondance adressée de Mexico au *Morning-Post*.

« Un Français nommé Dufeu, fut admis dans la conspiration et l'on prit les mesures destinées à assurer l'exécution du plan des conjurés. Adalid se chargea d'assassiner le Président et promit de le frapper dans sa loge, en plein théâtre, ainsi que l'on avait fait au Président Lincoln à Washington. Il fut convenu que Dufeu se chargerait de Tejada et que les autres chefs du cabinet seraient confiés chacun, au soin d'un assassin en particulier. Quelques-uns des soldats furent sondés par les officiers qui voulaient tâcher de les entraîner dans la complicité de cette œuvre sangninaire. Ils firent semblant de se rendre à la séduction, mais la veille de la mise à exécution du complot, ils révélèrent le tout au ministre de la Justice. Le général en chef ne sachant pas au juste jusqu'à quel degré la conspiration pouvait s'être étendue dans le régiment, ordonna un changement de garnison. Quelques officiers furent arrêtés et l'on s'assura de la personne de Dufeu ainsi que de celle d'Adalid.

« Nous sommes en ce moment hors de danger ; mais qui peut répondre que nous ne verrons pas, au premier moment, se tramer un autre complot plus heureux que le premier ? »

Parlant de l'intention qu'on prête au Sénat, de repousser les lois, dites libérales, M. Jules Richard, du *Figaro*, revient sur la mémorable journée du 4 février. On sait que, jusqu'au dernier moment, M. Rouher et M. de Persigny firent tous leurs efforts pour décider l'Empereur à retirer la loi sur la presse. Voici, à ce propos, l'anecdote que raconte M. Richard :

M. Rouher et M. de Persigny avaient été avertis à onze heures du matin pour la réponse définitive que l'Empereur devait faire à leurs supplications. Ils arrivent aux Tuileries, sont reçus. M. de Persigny est consolé et congédié amicalement. Quant à M. Rouher, l'Empereur lui confie le succès de la journée.

Le premier ministre devait être tout plein de ses raisons à lui ; il descend du Palais, remonte dans sa voiture ; mais il n'a que trois heures devant lui pour composer sa nouvelle harangue ; une visite importune peut le troubler, le détourner de son but et compromettre le succès de la bataille. Son parti est bientôt pris ; il donne l'ordre à son cocher de le promener sur les quais, par tout Paris, par les rues nouvelles que M. Haussmann nous a prodiguées, et c'est en voiture qu'il a préparé ce morceau, qui restera le plus éloquent

étaient continuellement en mouvement, comme s'il eût discuté avec l'auteur du livre.

Pourfois il se frottait le front avec énergie, pour ranimer son attention fatiguée, et rendre la vigueur aux nerfs détendus de ses yeux. La sueur coulait à grosses gouttes sur son visage, et il avait peine à les empêcher de mouiller son livre.

Depuis plusieurs heures, il était assis sans bouger devant sa table et peut-être avait-il dévoré déjà la moitié de son épais volume. Le soleil était depuis longtemps descendu derrière les maisons ; la rue se remplissait de bruit et de mouvement. L'étudiant avait même cru reconnaître la voix d'un ami qui criait son nom du dehors.

Sa fébrile application n'en fut cependant point distraite ; il demeura plongé dans sa lecture, oublié du monde extérieur, jusqu'au moment où il entendit dans l'escalier les pas de deux ou trois personnes et les éclats de rire de plusieurs jeunes voix. C'étaient des amis, des camarades de l'Université, qui venaient mal à propos le troubler dans ses études.

Il tourna la tête vers la porte avec un air de dépit et de mécontentement lorsque trois jeunes gens, le chapeau sur l'oreille et le cigare à la bouche, pénétrèrent dans sa chambre.

Tous à la fois l'invitèrent à venir avec eux se promener à la campagne ; ils allaient, après cette journée suffoquée, respirer la fraîcheur du soir, et se divertir à l'*Orme*, au cabaret de Trine, où il y avait fête, et où beaucoup d'étudiants devaient déjà se trouver réunis à cette heure.

Le jeune homme les remercia de leur bonne intention, tout en déclarant que

leurs instances seraient infructueuses, parce qu'il avait fermement résolu de ne plus sortir de la journée. Il les supplia même de s'en aller, pour ne pas lui faire perdre un temps précieux. Son ton sérieux excita une hilarité générale, et — comme si les trois visiteurs avaient pris d'avance un parti — l'un d'eux s'assit sur une chaise, l'autre sur le lit, et le troisième sur un coin de la table, pour montrer à leur studieux compagnon qu'ils voulaient, bon gré, mal gré, le faire sortir.

Adolphe, surpris autant qu'affligé, les regarda sans rien dire ; mais celui qui avait pris place sur le coin de la table lui tapa sur l'épaule en disant :

— Que cela te plaise ou non, Adolphe, c'est ainsi : nous avons formé un complot. Nous avons même parié avec le gros Lierrois que nous t'amènerions à l'*Orme*, mort ou vif.

— Mais vous êtes insensés, mes bons amis, murmura Adolphe avec découragement. Mon temps est trop précieux, et je vous en voudrais si vous réussissiez aujourd'hui à m'en faire perdre la moindre partie.

— Bah ! tu crains pour ton dernier examen, s'écria celui qui était assis sur le lit, toi qui as subi tous les précédents avec distinction ! Et quand tu aurais un échec cette fois-ci, cela ne te casserait ni bras ni jambes. Tu y gagnerais une année de bonne vie à l'Université, voilà tout.

— Tu en parles bien légèrement, répondit Adolphe avec tristesse ; ton père est banquier, et si tu prolonges le temps de tes études, il n'en souffrira nullement. Moi, je suis le fils d'une veuve ; et pour ne pas imposer à ma mère des sacrifices impossibles, il faut que, dans le cours

de cette session, je subisse avec succès mes deux derniers examens. Malheur à moi si, par manque de volonté ou par paresse, je venais à échouer ! Le bonheur de toute une famille et l'avenir de ma vie entière seraient perdus à jamais ! Ainsi, soyez généreux ; ne vous offensez pas de mon refus, et allez-vous-en comme de bons camarades que vous êtes.

Un sourire se dessina sur les lèvres de ses auditeurs, mais aucun d'eux ne parut disposé à quitter la place.

— Je vous en prie, mes amis, ne m'empêchez pas plus longtemps de travailler, reprit le jeune homme avec un mouvement nerveux d'impatience.

L'étudiant qui était assis sur le coin de la table alla à la cheminée, en détacha une petite glace, et, la lui mettant gravement devant la figure :

— Regarde-toi dans cette glace, dit-il. La, la, fais ce que je te dis, regarde-toi. N'es-tu pas méconnaissable ?

— Que veux-tu dire ? demanda Adolphe légèrement effrayé en regardant son image.

— Vois ces yeux rouges, profondément enfoncés dans leurs orbites, ce front ridé, ces joues creuses, cette peau jaune et terne ; sont-ce bien là les traits de l'ami dont la bonne et riante mine était devenue proverbiale parmi nous ?

— Tout cela se remettra après l'examen, balbutia Adolphe, qui avait, non sans inquiétude, lu sur son visage les symptômes d'un affaiblissement général très-prononcé.

— Tu reconnais donc que ta santé est compromise ? reprit l'autre, en qui nos lecteurs ont sans doute reconnu déjà un futur avocat. Le professeur Baud nous disait encore hier que tu courais risque de

nuire gravement à ta santé par excès de travail. Ton propriétaire même secoue la tête en y pensant, et nous conjure de l'arracher à tes livres. Adolphe, tu crois que nous venons te troubler étourdiment, n'est-ce pas ? Tu te trompes ; l'amitié, la véritable amitié nous amène, et nous croyons remplir un devoir de frères en te forçant à sortir avec nous. Il faut sacrifier cette soirée et donner à ton esprit une récréation nécessaire, indispensable. Viens avec nous.

Le jeune homme restait indécis et semblait se consulter. Mais son interlocuteur lut sur son visage les pensées qui s'élevaient dans son esprit hésitant, et il continua, en serrant la main de son ami :

— Ta mère, n'est-ce pas, Adolphe ? Mais si tu ruines ta santé, si tu retournes auprès de ta mère avec des poumons malades, condamné à une vie courte et douloureuse, si tu lui ravises ce fils pour qui elle a fait, dis-tu, et si généreux sacrifices, rempliras-tu envers elle, envers toi-même et envers Dieu les devoirs dont tu crois t'acquitter en épuisant tes forces ?

Adolphe se leva et serra avec reconnaissance la main de son éloquent ami.

— Donc, tu nous accompagnes ? demanda celui-ci.

— Pour une heure, une heure seulement.

— C'est trop peu : deux heures.

— Prenez-vous l'engagement formel et sincère de ne faire aucun effort pour me retenir quand les deux heures seront passées ?

— Nous le prenons, sur notre parole d'amis et d'étudiants, répondirent les autres.

Adolphe s'habilla à la hâte.

de ses discours et le plus politique de ses actes.

On sait quel succès éclatant récompensa M. Rouher ; sept incorrigibles, sept blocs résistèrent à sa parole ; un seul journal — un journal bien pensant — osa le lendemain blâmer le ministre, et imprima — sans offenser la majorité — que le vote sur l'article 1^{er} était un vote de confiance et non un vote de conscience.

M. Rouher est le seul homme qui puisse persuader le Sénat, si le Sénat — comme on l'affirme sans doute à tort — veut résister.

On parle de la prochaine apparition d'une brochure ayant pour titre : *Qu'a fait la France ?* Ce serait la contre-partie de la brochure : *Les titres de la dynastie impériale*.

La *Gazette des Etrangers* réclame la publication des mémoires de Barras, qui sont entre les mains de M. Hortensius de Saint-Albin, annonce les mémoires de mademoiselle Georges et demande ce qu'il advient de ceux de Talleyrand. Dans six semaines, le 17 mai 1868, expire le délai de trente ans que le duc de Bénévent avait assigné à leur publication.

On s'attend à voir le *Moniteur universel* poursuivi pour délit de fausses nouvelles, ce journal ayant cru devoir, avant avis officiel et même sans renseignements suffisants, annoncer la capitulation de la forteresse paraguayenne de Humaita et la fuite du président Lopez.

D'après un curieux article de la *Situation*, l'expédition anglaise en Abyssinie pourrait bien finir par un mémorable désastre. Voici, en quelques mots, le plan qu'on prête à Théodoros :

« Détruire la ville de Magdala, vers laquelle convergent tous les efforts des alliés ; se retirer dans un vallon, à quelques lieues de là ; laisser les Anglais se morfondre sur les ruines de la ville, pendant les pluies torrentielles d'avril, qui transforment l'Abyssinie en un vaste lac, et, au retour du beau temps, écraser, avec des troupes fraîches, l'armée malade et démoralisée de sir Robert Napier. »

Je ne souhaite point ce désastre aux Anglais ; mais si jamais M. Allan Cameron est rendu à la liberté, il aura de mauvaises nuits, en songeant aux braves gens qui sont morts pour sa délivrance et aux centaines de millions que coûte sa peau.

Le mot employé en Angleterre pour désigner les dépêches venant de New York par le câble est un véritable mot télégraphique britannique :

CABLEGRAM

Nous croyons qu'il réussira.

Pour la chronique du jour : A. DORVILLE.

CHRONIQUE LOCALE

Un incendie a détruit cette nuit à Tourcoing, rue de Tourhay, un bâtiment servant de séchoir et dépendant de l'établissement de MM. Duvaillier, Bouchard et Alf. Lefrançois, filateurs et peigneurs. C'est vers minuit et demi que le feu s'est déclaré. Toutes les laines que renfermait le séchoir ont été brûlées. La perte est évaluée à 20,000 fr. Il y avait assurance à la compagnie *La France*.

Ce soir, à cinq heures, un commencement d'incendie a éclaté dans un cabinet de la rue de Watrelot, en face le cimetière. Aux premiers sons de la cloche d'alarme, les sapeurs-pompiers, les militaires de la garnison sont arrivés sur le lieu du sinistre et, grâce aux prompts secours, le feu a été promptement réprimé. Les dégâts sont peu considérables.

Pendant ce temps, l'étudiant qui s'était assis sur le lit, avait examiné la bibliothèque.

— Que de choses inutiles et vaines, dit-il d'un ton railleur. Si tu mets le nez dans tous ces livres, il n'est pas étonnant que l'examen soit pour toi un travail d'Hercule. Pour Dieu, Adolphe, que font là sur ces planches Morgagni, Sidenham, Boerhaave, Baudelocque et Burns ? Pourquoi des ouvrages anglais et allemands ? Quand on veut trop approfondir, on ne sait plus que répondre lorsqu'on est devant le jury. Il est bien plus utile de s'occuper exclusivement des leçons des professeurs. Une fois docteur, ce n'est pas le talent qui vous amènera des clients. Une bonne dose de flatterie et beaucoup de charlatanisme, voilà le moyen de ne pas mourir soi-même de besoin tandis qu'on guérit les autres.

Ces paroles ironiques semblèrent blesser Adolphe dans ses secrets sentiments ; il se retourna et répondit d'une voix forte :

— Vous riez, et vous savez aussi bien que moi que c'est un sophisme inventé depuis des siècles pour l'excuse de l'ignorance et de la paresse. La profession de médecin est une mission d'humanité et de charité ; et si Dieu me prête les forces nécessaires, je la remplirai avec la conviction et la foi d'un sacerdoté.

Le jeune avocat se mit entr'eux, leur posa à chacun une main sur la bouche, et s'écria impérieusement :

— Assez ! plus un mot d'affaires, d'études, de livres ou d'examen. Celui qui tirera encore cette ennuyeuse corde paiera un pot de bière.

HENRI CONSCIENCE.

La suite au prochain numéro